

KL 19587

GYULA KALLAI

**LA CONTRE-RÉVOLUTION
DE HONGRIE À LA LUMIÈRE
DU MARXISME-LÉNINISME**

L'appréciation des événements qui se sont déroulés en Hongrie aux mois d'octobre et de novembre de l'année dernière préoccupe de larges masses dans notre pays et au-delà de ses frontières. La propagande impérialiste continue à tout mettre en oeuvre afin de troubler la clairvoyance des travailleurs et de dissimuler le véritable caractère des événements. C'est pourquoi pendant longtemps des opinions erronées et contradictoires circulaient sur ces événements, opinions qui continuent à agir encore aujourd'hui. Or, le jugement porté sur la contre-révolution de Hongrie est une question théorique et pratique d'une importance décisive et la prise de position dans cette question constitue la pierre de touche de chacun quant à la lutte des classes. Ce n'est qu'à la lumière du marxisme-léninisme que l'on peut apprécier d'une façon juste et scientifique les événements de Hongrie.

I.

En analysant d'une façon marxiste les événements de Hongrie d'octobre et de novembre, nous devons prendre comme point de départ le fait qu'il existe un antagonisme d'une part entre le prolétariat, les peuples opprimés du monde et le camp socialiste et d'autre part, la bourgeoisie, les puissances capitalistes oppresseurs et le camp impérialiste. En automne dernier, la Hongrie s'est trouvée au foyer de ces contradictions et est devenue le théâtre ouvert de la lutte des classes qui se poursuit à l'échelle mondiale entre le capitalisme et le socialisme.

En lutte pour la réalisation du système social socialiste, le prolétariat se heurte nécessairement dans son pays, comme au-delà des frontières de son pays, à la résistance des classes exploitantes qui se survivent. Par son influence idéologique, par ses expériences, par la puissance de l'habitude et par bien d'autres sources de force encore, la bourgeoisie renversée et expropriée par la classe ouvrière représente pendant longtemps

encore une force puissante opposée au pouvoir de la classe ouvrière. Le travail de sape multiple que déploie l'impérialisme international contre les pays engagés dans l'édification du socialisme, augmente considérablement les forces de la contre-révolution intérieure. Ces forces réactionnaires mettent tout en oeuvre, même dans la période de l'édification du socialisme, afin de recouvrer leur pouvoir perdu et de ressusciter le système capitaliste.

Il ne s'ensuit naturellement pas que la lutte des classes, dans les conditions de la dictature du prolétariat s'exacerbe constamment. Nous savons que dans la période de la dictature du prolétariat, et à la suite de la liquidation des classes exploitantes, la lutte des classes s'exacerbe nécessairement, mais ce qui n'est pas nécessaire c'est que, durant toute la période de la construction du socialisme, la lutte des classes aille s'exacerbant. Cela dépend de l'évolution des rapports de forces entre les classes et aussi de la politique réfléchie et de la tactique du parti.

Pour contrebalancer les défaites subies au cours des dernières années et diminuer l'effet positif du XX^e Congrès du PCUS, au début de 1956, l'impérialisme international a lancé une vaste campagne contre le camp du socialisme. Il a cherché à arracher quelques pays de démocratie populaire au système mondial socialiste, d'affaiblir par là le mouvement communiste et de freiner ainsi le mouvement national et démocratique qui se renforçait dans le monde entier. Dans le cadre de cette campagne et sous le mot d'ordre du renversement du système „staliniste-rákosiste”, l'impérialisme a intensifié son offensive contre le régime démocratique et populaire de notre pays. Il renforça son activité de propagande que complétait l'activité d'espionnage et de sabotage, élevé, aux Etats-Unis, à la hauteur d'une politique nationale officielle.

C'est surtout de la politique du parti ouvrier révolutionnaire du pays que dépend le succès des forces contre-révolutionnaires soutenues par l'impérialisme international dans un pays donné.

„Aucune classe ne peut nous faire échouer — a dit Lénine. Nous avons à nos côtés la majorité des prolétaires et de la paysannerie pauvre. Nul ne peut causer notre perte, sinon nos propres fautes. Le „si” est le fond de la question.” (Lénine: Oeuvres. Tome 32.) Si notre politique exprime avec justesse les nécessités objectives du progrès social, si elle est forte et que la dictature du prolétariat se renforce, si par sa politique,

le parti peut gagner la confiance des masses, s'il reconnaît à temps et corrige ses fautes commises en cours d'édification du socialisme, alors l'influence des forces contre-révolutionnaires diminue sans cesse.

Le Parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière hongroise, le Parti des Travailleurs Hongrois mit à l'ordre du jour la réalisation des tâches les plus importantes du progrès social, la solution des problèmes vitaux de la nation; il conduisit la classe ouvrière à la prise du pouvoir et obtint des résultats très importants dans l'édification du socialisme. Il s'est acquis ainsi un prestige et une confiance considérables parmi les masses travailleuses et isola de plus en plus les forces de la réaction. Cependant, à partir de la fin de 1948, la politique qui se faisait valoir dans la direction du parti, si elle a exprimé la ligne principale de l'évolution sociale, ne correspondait pas à de nombreux égards aux conséquences historiques concrètes, aux conditions particulières de notre pays et aboutit à de graves fautes. Ces fautes diminuaient les grands résultats obtenus par la démocratie populaire et servaient de cible à certains éléments hostiles, pour leurs attaques contre la démocratie populaire.

Un résultat indiscutable de notre développement était le développement de l'industrie dont le niveau de production était le triple de celui de 1938. Il est vrai d'autre part, que les nécessités de la défense immobilisaient une grande partie des forces de l'économie nationale et surtout des ressources industrielles. Dans la situation internationale d'alors dont l'une des caractéristiques était la guerre de Corée et l'autre le chantage atomique américain, le développement considérable de notre défense nationale était inévitable, bien qu'il ait dépassé dans une certaine mesure nos forces. Il est connu aussi que le développement considérable de l'industrie était entâché d'autres erreurs et entravés par d'autres difficultés également. De graves disproportions se sont créées dans notre économie nationale et l'un des principaux défauts dans cette évolution, c'était que, pour toutes les raisons que l'on vient d'exposer, alors que l'industrialisation à outrance se poursuivait, l'élévation du niveau de vie non seulement n'était pas proportionnelle au développement de l'industrie, mais a même diminué en 1951—52 et dans la première moitié de 1953.

Un très grand résultat de notre développement est la création, dans cette période, du secteur socialiste de l'agriculture, du réseau national des stations de machines et tracteurs; nous

avons considérablement avancé la mécanisation de l'agriculture. Certes, ce développement était rendu malaisé par les excès, la contrainte, la violence même qui parfois se manifestaient dans notre politique de développement des coopératives, et qui diminuait la valeur et les résultats du développement socialiste de la campagne. Malgré cela, un secteur socialiste de l'agriculture s'est constitué et s'est développé et c'est là un important résultat de notre évolution sociale. Le secteur socialiste a pris racine dans l'agriculture hongroise et rien ne pourra l'en arracher. Il a résisté aussi à l'orage de la contre-révolution.

Nous avons obtenu de puissants résultats au cours de la dernière période dans le domaine du développement culturel, dans l'enseignement public, dans l'édition, dans le cinéma et dans le développement du réseau de nos salles de cinéma.

Alors qu'en 1938 34.000 élèves seulement ont terminé la VIII^e classe de l'école générale, en 1953, le nombre des élèves qui fréquentaient la VIII^e classe était de 98.000. Le nombre des étudiants est passé de 11.700 en 1938 à près de 31.000 en 1955—56. Le développement de l'édition est également très important. En 1938, 8.150 ouvrages ont été publiés; en 1955 on en édita 17.500. Le nombre des spectateurs de cinéma qui était de 18.500.000 en 1935 est passé à 116.000.000 fin 1955. Durant cette même période, le nombre des salles de cinéma a presque décuplé.

Très grands sont les résultats dans le domaine de la sécurité sociale également.

Dans la première moitié de 1953, le salaire réel des ouvriers d'industrie était inférieur de 8,6% au niveau atteint en 1949, mais il était de loin supérieur au niveau de 1938.

Les contradictions intérieures de la société capitaliste sont des contradictions irréductibles, inhérentes à l'essence même du système capitaliste. Elles sont nécessaires et provoquent inévitablement des bouleversements et des crises. Il en est tout autrement dans une société socialiste ou engagée dans l'édification du socialisme. Dans la vie sociale de notre pays, les fautes commises au cours de l'édification du socialisme ne découlaient pas des bases économiques et sociales de notre régime, mais étaient contraires, en opposition avec elles; elles freinaient et affaiblissaient le développement de notre travail de construction et tiraient leur origine du fait que nous n'avions pas compris les processus sociaux objectifs et qu'au cours de leur réalisation pratique, nous avons violé les enseignements

du marxisme-léninisme. Notre parti, comme tous les partis marxistes-léninistes avait la possibilité de corriger, par une juste politique, les fautes commises au cours de l'édification du socialisme, non pas sans conflits, mais par une voie pacifique.

En juin 1953 le parti a dénoncé les fautes les plus graves et a indiqué avec justesse — quant à l'essentiel — les sources de ces fautes: fautes de la politique économique, violation des principes léninistes de la direction du parti, culte de la personnalité, violation de la légalité. Cependant, la résolution de juin 1953 ne détermina pas un changement radical dans la correction pratique des fautes et ne devint pas ainsi le point de départ du renforcement de la dictature du prolétariat. En effet, c'est Imre Nagy qui, en juin 1953, prit la tête du gouvernement du pays et, dès sa première prise de position, il ébranla la confiance envers le parti, surtout parmi les intellectuels et dans la paysannerie travailleuse. Un groupe droitier a commencé à se constituer autour d'Imre Nagy, un groupe dont l'opportunisme était fortement teinté d'influence petite-bourgeoise. Abandonnant de plus en plus la représentation des intérêts de classe du prolétariat, Imre Nagy s'orienta ouvertement vers les couches moyennes et s'engagea dans la voie de l'affaiblissement de la dictature du prolétariat et de l'abdication à l'édification du socialisme. Les racines de cette tendance remontent aux vues opportunistes professées précédemment par Imre Nagy, vues opportunistes qui se manifestaient à propos de l'une des questions les plus importantes de notre développement d'alors, à propos des perspectives de l'agriculture hongroise. D'après Imre Nagy, il ne fallait pas chercher à constituer des fermes collectives mais à accroître la force économique et la capacité de rendement des petits producteurs agricoles. Selon lui, „à l'exception des exploitations koulaks et capitalistes, toute l'agriculture, coopérée ou non, marche, sur la voie démocratique, vers le socialisme.” C'est pourquoi, toujours d'après Imre Nagy, dans la période de l'édification du socialisme, la collectivisation de l'agriculture n'est pas une tâche principale, mais une tâche secondaire et les exploitations collectives ne doivent que „compléter” la production des petites et moyennes exploitations paysannes prospères.

Ces vues opportunistes, Imre Nagy les a répudiées pour la forme, en 1949. „La question essentielle autour de laquelle s'agglomèrent mes fautes et qui constitue le fond même de ma déviation opportuniste de droite — a-t-il déclaré en septembre

1949, lors de la réunion du Comité Central du Parti des Travailleurs Hongrois. — c'est la question de l'orientation que doit prendre l'agriculture hongroise. Objectivement, j'en suis arrivé à l'idéologie de l'exploitation paysanne petite marchande, basée sur la propriété privée. Toutes mes autres vues ou prises de position erronées se ramènent, essentiellement, à cette base idéologique opportuniste: s'orienter non pas sur la grande exploitation collective, mais sur la petite propriété individuelle qui, comme on sait, crée l'exploitation capitaliste. (Autocritique d'I. N. à la session de septembre 1949 du CC.)

Après 1953, alors qu'il était président du Conseil, Imre Nagy — sous prétexte de corriger les fautes — réédita ses vues erronées et antimarxistes qu'il avait professées auparavant et qu'il avait répudiées pour la forme, en 1949. C'est après 1953 qu'Imre Nagy formula cette prétendue „particularité” de la dictature hongroise du prolétariat, selon laquelle l'édification relativement pacifique du socialisme ne peut être conciliée avec les fonctions de coercition du pouvoir d'Etat qui, par conséquent, doivent disparaître graduellement. Imre Nagy sous-estimait les forces de l'ennemi de classe et niait même que de telles forces existassent dans le pays. D'où les slogans sur „les coeurs de 9 millions et demi de Hongrois qui battent à l'unisson” et „la culture nationale hongroise unique”. Il professa des vues révisionnistes dans la question du développement de l'industrie socialiste, en soulignant la primauté de la petite industrie et de l'industrie légère sur l'industrie lourde. Quant à la nécessité du rôle dirigeant du parti dans la vie de l'Etat et de la société, il la nia purement et simplement. Selon lui, ce n'est pas le parti, mais — comme il l'a déclaré au I^{er} Congrès du Front populaire — „le Front Populaire patriotique devait être la conscience vivante de la nation qui veille à la réalisation de nos grands objectifs nationaux”. Or, ce sont là toutes, des opinions révisionnistes qui servaient à désarmer la classe ouvrière et son parti face à l'ennemi de classe. La politique droitière d'Imre Nagy ne pouvait naturellement pas corriger les fautes: au contraire, elle aggravait la confusion dans le parti et dans le pays tout entier.

De son côté la direction du parti telle que la paratiquaient Rákosi et ses partisans, était incapable de rompre avec ses fautes passées. Ces fautes sont également, en dernière analyse, de caractère petit-bourgeois: intolérance politique, et esprit autoritaire, profondément étrangers à la classe ouvrière, négligence de la lutte de tous les jours pour gagner et conserver les

masses, appréciation erronée et subjective des conditions politiques et économiques. Ils profitaient de la critique de l'opportunisme de droite pour détourner l'attention du parti des fautes sectaires et pour arrêter le sain processus qui, malgré la politique droitière d'Imre Nagy, s'était engagé en 1953, et pour revenir à beaucoup d'égards après mars 1955, aux méthodes défectueuses d'avant 1953.

Au lieu d'une discussion théorique ouverte et conforme à l'esprit du parti, c'est une lutte sourde, mais acharnée, qui se poursuivait pendant des années entre les tenants de ces deux conceptions. Une telle situation avait compromis l'unité du parti et consommé la force de la direction du parti. Les éléments sains du parti ne pouvaient pas se rassembler pour corriger les fautes sur la base du marxisme-léninisme et pour défendre l'unité idéologique et politique du parti. Les incessantes déviations „de droite” et „de gauche” de la politique du parti contribuèrent à ébranler la confiance des travailleurs envers le parti, leur foi en le marxisme-léninisme.

Même après le XX^e Congrès, la direction de Rákosi était incapable de rompre radicalement avec ses fautes et de permettre ainsi un sain développement ultérieur du parti. A l'intérieur du parti, comme parmi les masses travailleuses sans-parti, le mécontentement provoqué par les fautes, par les retards et les hésitations à propos de leur correction, et par la résistance de l'ancienne direction, augmentait. Après le XX^e Congrès s'est renforcé le noyau sain du parti qui voulait rompre résolument avec les fautes de la direction de Rákosi, non pas sur la base de l'opportunisme droitier d'Imre Nagy, mais dans l'esprit du marxisme-léninisme. Il y avait donc à l'intérieur du parti une force capable d'écarter les obstacles qui se dressaient sur la voie du renforcement du parti. Ce processus s'engagea, surtout après la réunion du Comité Central, en juillet 1956, et obtint, au début, de bons résultats dans certaines questions importantes. Cependant, en même temps, le groupe constitué autour d'Imre Nagy et de Géza Losonczy entreprit une fiévreuse activité.

En paroles, le groupe Imre Nagy-Losonczy se présentaient comme le seul représentant en Hongrie du marxisme créateur et de l'esprit du XX^e Congrès. En fait, ce groupe lutta non pas pour la correction des fautes dans l'esprit marxiste-léniniste, mais pour la révision des principes de base du marxisme-léninisme. Il chercha essentiellement à instaurer, à la place du

régime de démocratie populaire, un régime de soi-disant „communisme national”.

Les vues révisionnistes de ce groupe s'exprimaient surtout dans les faits suivants :

Tout d'abord dans la négation du rôle dirigeant du parti, dont la première manifestation était la prise de position d'Imre Nagy et de son groupe à propos du Front populaire patriotique. Elle était suivie par des velléités de soustraire l'association de la jeunesse à la direction du parti. Certains écrivains et journalistes exigeaient que le parti ne joue pas de rôle politique dirigeant dans la littérature, dans les arts et dans la presse. Un phénomène typique à cet égard : l'article de Sándor Novobáczky qui niait le caractère d'avant-garde de la théorie marxiste-léniniste et qui qualifiait le marxisme-léninisme d'„huile de foie de morue spirituelle”.

En même temps, les révisionnistes de la tendance Imre Nagy proclamaient les mots d'ordre de la „démocratie pure” et de la „liberté totale”, c'est-à-dire qu'ils exigeaient la démocratie *en général* et la liberté pour tous. Nous n'avons pas besoin de dire à quel point ces opinions-là sont dangereuses. Le marxisme-léninisme affirme que la démocratie socialiste n'est démocratie que pour les travailleurs ; pour les ennemis du socialisme, c'est de la dictature. Revendiquer une „démocratie” abstraite, sans préciser son contenu de classe, c'est revendiquer la démocratie bourgeoise. Dans une société où les éléments capitalistes sont loin d'être anéantis, exiger une démocratie générale abstraite c'est aider la restauration bourgeoise. De même, la revendication de la liberté „totale” est aussi un mot d'ordre de la restauration bourgeoise. L'un des aspects de cette revendication, le mot d'ordre de la „véridicité à tout prix” pour laquelle certains écrivains avaient conclu une alliance défensive et offensive, était un prétexte pour ne parler que des insuffisances de la démocratie populaire, en niant ses grands résultats, en minimisant ses conquêtes. En émettant le mot d'ordre de la „légalité socialiste”, ces éléments-là ont, au fond, pris la défense des contre-révolutionnaires. En effet, sous couleur de „réparer les illégalités” — et pour la plus grande gloire de la liberté „totale”, des milliers de criminels politiques et de droit commun furent libérés des prisons au cours des journées d'octobre. C'est ainsi que la revendication de la liberté „totale” devint, dans la pratique, la liberté d'action de la contre-révolution et des bas-fonds de la société.

L'une des caractéristiques du révisionisme du groupe d'Imre Nagy est la déformation du principe léniniste du centralisme démocratique, la transformation de la démocratie en anarchie, ou même la négation de toute espèce de centralisme. Sous prétexte de „libéralisation” de la vie du parti, Imre Nagy et ses partisans niaient la nécessité de la discipline du parti, réclamaient la liberté de constituer des fractions et voulaient transformer le parti en une sorte d'association amorphe de débats. La campagne menée contre les fonctionnaires du parti et de l'Etat par l'ironie et les attaques faisait parti de l'offensive générale contre le centralisme. La prise de position de ce groupe contre le centralisme s'est également manifestée dans les attaques contre la planification centralisée, attaques qui ont abouti à relâcher la discipline du plan et ont causé d'énormes dégâts à notre économie nationale.

Parmi les vues révisionistes du groupe d'Imre Nagy la négation du principe de l'internationalisme prolétarien et son remplacement par le nationalisme occupe une place importante. Sous prétexte d'entretenir des traditions nationales, ils ressuscitaient surtout des traditions bourgeoises. Avec le mot d'ordre de la „voie hongroise du socialisme”, ils niaient, en fait, la valeur générale des enseignements du marxisme-léninisme et se refusaient à bénéficier des expériences précieuses de l'Union Soviétique et des démocraties populaires. Ce n'était rien d'autre qu'une excitation des esprits contre l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire qui, dans notre pays, faisait bon ménage avec l'adulation de l'Occident. Ils masquaient cette volonté, ainsi que leurs attaques et leur intention de liquider la dictature du prolétariat en exaltant „l'exemple yougoslave” et en l'opposant aux pays socialistes.

Le groupe Nagy—Losonczy désagrégea sciemment la discipline du parti et entreprit une activité de fraction qui minait l'unité du parti. Cependant leur activité ne se cantonnait pas à l'intérieur du parti; ils agissaient aussi en dehors du parti. Mettant à profit le mécontentement croissant des masses, ils ont organisé un prétendu „mouvement démocratique de masse” dont les objectifs essentiels étaient, au fond, la liquidation du rôle dirigeant du parti, le travail de sape contre le régime de démocratie populaire et qui a préparé directement l'insurrection armée contre-révolutionnaire du 23 octobre. „Le parti, c'est nous, ce sont nos troupes qui grossissent sans cesse — a dit Tibor Tardos lors de la discussion du cercle Petöfi sur la presse.

„Tant que notre critique vise surtout des personnes et une pratique politique défectueuse et n'examine pas, avec des méthodes rigoureusement marxistes-léninistes, si le système même de nos idées n'est pas entaché de quelques erreurs — a dit devant le même auditoire Tibor Déry — nous ne pourrons obtenir qu'un maigre résultat: le mal sera supplanté par un moindre mal.” Losonczy invita les soi-disant „forces léninistes” du parti à s'adresser plus hardiment au peuple pour lui demander d'aider „à la réalisation de a la ligne du XX^e Congrès”.

Le sol nourricier de l'activité du groupe Imre Nagy—Losonczy était l'anarchisme intellectuel et petit-bourgeois. Le „mouvement de masse” qu'ils dirigeaient ne s'appuyait pas sur la classe ouvrière (quoiqu'il ait exercé une certaine influence sur certains groupes de la classe ouvrière), mais avant tout sur une partie des intellectuels (écrivains, journalistes, étudiants) et sur différents éléments petits-bourgeois, qui de par leur situation de classe sont enclins à hésiter et qui, dans une situation critique, peuvent constituer la base sociale de la contre-révolution. Lénine a dit que la contre-révolution petite-bourgeoise est plus dangereuse que Koltchak et Denikine réunis. Or, ce sont les représentants de ces couches-là qui donnaient le ton au cours des discussions du cercle Petöfi et c'est surtout l'état d'esprit de ces couches-là que reflétait la campagne anti-parti, antimarxiste qui commença au printemps 1956 dans la presse. Le groupe Nagy—Losonczy fit prévaloir dans la presse et dans la radio le ton de la critique démagogique, le grossissement des fautes, la dépréciation des résultats obtenus, la méfiance envers l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire, l'admiration sans bornes envers les pays capitalistes, le doute envers les principes du marxisme-léninisme. L'une de leurs méthodes était de jeter le discrédit sur les organismes du parti et de l'Etat et sur ceux de la Sûreté, sous le mot d'ordre de la „lutte contre le stalinisme et la restauration råkosiste”, et d'exciter les esprits, d'une façon démagogue contre tous ceux qui se dressaient contre leurs vues antimarxistes et révisionnistes. Quant aux organismes du parti et de l'Etat, ils ne luttaient pas d'une façon conséquente ni contre ces vues bourgeoises et hostiles, ni contre leurs propagateurs. On en arriva ainsi à une déformation de la dictature du prolétariat.

Les milieux impérialistes occidentaux approuvaient entièrement et soutenaient l'activité du groupe Nagy—Losonczy.

Les organes de propagande impérialistes — la Radio de l'Europe Libre, la Voix de l'Amérique et d'autres émetteurs de radio hostiles — employaient presque le même langage que ceux du groupe Nagy—Losonczy; ils se posaient en partisans du socialisme, désireux simplement de corriger les fautes. En réalité, sous le mot d'ordre de la lutte contre le „régime stalino-rákosiste” ils cherchaient à jeter le discrédit sur la superstructure de notre société de démocratie populaire, sur le parti, sur l'Etat, sur les organisations de masse, sur l'idéologie socialiste et à les désagréger. En même temps, ils voulaient restaurer graduellement le régime capitaliste et arracher notre pays au camp du socialisme. Ils cherchaient, en exploitant au maximum les fautes existantes, à gagner les éléments les plus arriérés de certaines couches et de certaines classes et à en forger un „camp unitaire” opposé au „stalinisme”. Pour atteindre cet objectif, les milieux réactionnaires occidentaux, avec, à leur tête, l'impérialisme américain, exploitaient considérablement le mouvement „oppositionnel” à l'intérieur de la Hongrie et fondaient la plupart de leurs projets sur le succès de ce mouvement oppositionnel. La „libéralisation” proclamée par le groupe anti-parti et qui désagrègeait graduellement le régime de démocratie populaire, ainsi que le „communisme national” qui signifiait l'abandon progressif du camp du socialisme, correspondaient aux conceptions des impérialistes, selon lesquelles le socialisme doit être renversé en deux étapes. „Notre but immédiat, c'est de désagréger le bloc soviétique — ont-ils dit — Le mieux que nous puissions espérer dans l'Europe des satellites, c'est la naissance de nouvelles formes à l'intérieur du marxisme. Nous devons souligner sans cesse que, dans certaines circonstances, ceci est rentable.” (Extrait du No. du 23 avril 1956 du New York Herald Tribune.) Quant au journaliste américain bien connu, Walter Lippmann, il définit en ces termes la ligne de tactique des impérialistes: „Nous avons toutes les raisons de croire que la libération des „satellites” s'effectue en deux étapes. La première étape est celle du titisme, s'est-à-dire de la liberté nationale qui n'est pas anticommuniste et qui reste dans la zone d'influence militaire et politique de l'Union Soviétique. La seconde étape est celle de la liberté totale, dans la politique intérieure, comme dans la politique étrangère.” Cette conception cadrerait entièrement avec celle des hommes politiques hongrois de l'émigration: „Que l'on veuille ou non, nous devons admettre l'existence d'institutions et d'installations

qui relèvent non pas d'une démocratie libérale de type occidental, mais d'un Etat de structure socialiste." „L'émigration ne peut intervenir dans les événements de Hongrie et contribuer à la transformation démocratique que si elle formule des revendications réalisables dans toutes les étapes du développement" — a écrit Gyula Borbándi en été 1956, dans la revue „Látóhatár" (Horizon). „Ce style de combat — écrit dans la même revue Imre Kovács — s'inspire de la considération suivant laquelle le communisme, en raison des contradictions qu'il porte fatalement en son sein, ainsi que par l'utilisation systématique des possibilités „légalés" peut se désagréger à un tel point que le Kremlin n'aurait pas d'autre choix que de négocier et d'accepter les conditions dictées par l'Occident." Quant à Ferenc Nagy, il conclut cette idée de la façon suivante: „Pour le moment encore, le mouvement de libération intellectuelle est conduit par des membres du parti communiste. Pour l'instant, c'est encore à l'intérieur du parti qu'on réclame une plus grande liberté. En ce qui concerne les changements de personne, en ce moment les revendications ne visent qu'au remplacement de communistes par d'autres communistes... Cependant, le fait que, aujourd'hui, la lutte soit conduite par des membres du parti communiste, ne nous inquiète pas. „Toutes ces déclarations justifient d'une façon hallucinante la valeur générale des constatations formulées par Lénine à propos de l'insurrection de Kronstadt. Parlant de la tactique des capitalistes et des propriétaires terriens, Lénine dit alors: „Soutenons n'importe qui, même les anarchistes, soutenons n'importe quel pouvoir soviétique, pourvu que les bolchéviks soient renversés, pourvu qu'il y ait une poussée dans le pouvoir. Peu importe que cette poussée soit de droite ou de gauche, qu'elle s'effectue en direction des menchéviks ou des anarchistes, pourvu que le pouvoir soit arraché aux bolchéviques et nous nous chargeons du reste, nous, les Milioukov, nous les capitalistes et les propriétaires terriens."

Ainsi, en septembre et en octobre 1956, la revendication de la „relève tolérée" de Nagy et de Losonczy se confondait dans la préparation de la manifestation et de l'insurrection armée, avec la campagne lancée par les impérialistes contre le socialisme.

II

C'est sur ces entrefaites qu'eut lieu la manifestation du 23 octobre, prélude à l'insurrection armée visant au renversement du régime de démocratie populaire. Les événements de Pologne n'ont fourni qu'une occasion favorable à l'organisation de la manifestation et au déclenchement de l'insurrection armée. Des forces réactionnaires — de la contre-révolution intérieure à l'impérialisme international, en passant par l'émigration hongroise de l'Occident — avaient cherché déjà bien avant octobre à exploiter les fautes commises par le Parti à leurs propres fins. Dès le début, des forces contre-révolutionnaires s'étaient intégrées dans le „mouvement démocratique de masse pour la correction des fautes“, mais leur activité était masquée par l'activité „oppositionnelle“ du groupe Imre Nagy — Losonczy. L'organisation de la manifestation de masse du 23 octobre était également l'oeuvre commune des forces contre-révolutionnaires et du groupe Imre Nagy — Losonczy. C'est pourquoi dès l'après-midi du 23 octobre, la direction de la manifestation passa entre les mains des éléments contre-révolutionnaires. Sur leur initiative les mots d'ordre „démocratiques“ étaient remplacés graduellement par des mots d'ordre de plus en plus droitiers; on entendait de plus en plus souvent des slogans nationalistes, chauvinistes et antisoviétiques, des appels à l'insurrection armée. On brûlait les drapeaux rouges, on abattait les étoiles rouges qui surmontaient certains édifices. C'est au cours de la manifestation que commença l'attaque armée contre les points stratégiques importants, l'insurrection armée préparée à l'avance et dirigée contre la démocratie populaire.

La manifestation elle-même faisait partie de l'insurrection contre-révolutionnaire. On ne peut l'en séparer ni dans le temps, puisque les deux se poursuivaient simultanément, ni en ce qui concerne les personnes, puisqu'il y avait, dans les deux, des gens de bonne foi, mais égarés et des contre-révolutionnaires conscients et organisés. Mais on ne peut non plus établir aucune distinction en ce qui concerne leur essence, car l'insurrection contre-révolutionnaire était préparée par la manifestation, même si la plupart des manifestants ne voulaient pas de lutte armée et proclamaient des mots d'ordre démocratiques. Il y avait certes, dès le début, des mots d'ordre hostiles au parti et au gouvernement, mais les revendications démocratiques elles-

mêmes servaient en réalité la contre-révolution bourgeoise, car la plupart de ces revendications ne se plaçaient pas sur le terrain de la démocratie socialiste, mais sur celui d'une démocratie générale, „au-dessus des classes” et, d'autre part, aucun mot d'ordre ne réclamait la défense et le renforcement de la dictature du prolétariat. Considérés dans leur ensemble, tous ces mots d'ordre exprimaient la revendication du passage à la démocratie bourgeoise. „Quelque insignifiante qu'eût été, au début, la poussée du pouvoir — dit Lénine à propos de l'insurrection de Kronstadt — préconisée par les marins et les ouvriers de Kronstadt — ils voulaient corriger les bolchéviks dans la question de la liberté du commerce, il ne s'agissait donc pas d'une différence essentielle, les mots d'ordre étaient les mêmes: „Pouvoir soviétique” avec quelques corrections insignifiantes, dans une édition revue et corrigée — en réalité, les éléments sans-parti jouaient ici le rôle de tremplin ou de pont pour les gardes blancs. Ceci est politiquement inévitable. Nous avons vu dans la révolution russe des éléments petits-bourgeois, anarchistes... Tous avançaient les mots d'ordre de la liberté, de l'égalité, de l'assemblée constitutive et on a vu, non pas une, mais plusieurs fois que ce n'était là qu'un tremplin permettant de passer au pouvoir des gardes blancs.” (Lénine: Oeuvres, Tome 32.)

Un émigré polonais (Giertych) exprime, de nos jours, la même idée, avec des termes différents: „Que de choses peut-on faire, et obtenir par la lutte, si nous avançons patiemment, sans éclat, d'étape en étape — même si nous restons dans l'orbite politique russe. Dans les écoles, on enseigne de plus en plus la religion, dans la législation l'esprit catholique se fait de plus en plus valoir. Il y a de plus en plus de liberté pour l'initiative privée, pour le paysan, pour l'artisan, pour le petit commerçant, pour le petit entrepreneur. La liberté de parole est de plus en plus grande, la presse vraiment libre, et qui n'est liée à aucune concession, s'agrandit, les maisons d'édition se multiplient. De plus en plus de liberté est accordée aux scouts, à l'Action Catholique, aux organisations sociales, scientifiques, religieuses et de bienfaisance. Organisations ouvrières, communes et villes jouissent de plus en plus d'autonomie politique. Et, bien entendu, nous ne devons pas oublier dans notre programme national la liberté politique effective, le droit à l'opposition politique et à la participation au gouvernement.” (Cité par le Trybuna Ludu, du 14 mars 1957.)

Il faut tout de suite dénoncer quelques calomnies répandues par la contre-révolution. Il n'est pas vrai que le 23 octobre, le parti se soit désagrégé. Bien que, sous l'effet de l'insurrection armée de la contre-révolution, de grandes masses se fussent détachées du parti et que, à la suite de l'agitation démagogique du groupe Nagy—Losonczy, la confusion idéologique régnât dans beaucoup d'esprits, — il y avait toutefois suffisamment de communistes fidèles au parti et à la dictature du prolétariat prêts à resserrer leurs rangs sous une direction adéquate et à lutter les armes à la main contre la contre-révolution.

La rapidité avec laquelle nous avons reconstitué nos rangs dans la période de combat qui suivit le tournant du 4 novembre, prouve avec éclat la justesse de cette constatation. S'il en était ainsi après le 4 novembre, il en était ainsi avant le 4 novembre également. Nous avions des forces qu'il aurait fallu mobiliser et conduire.

La direction du parti a fait des tentatives en vue d'armer les ouvriers de Budapest et d'écraser la contre-révolution. Cependant, en élisant, à la même époque, Imre Nagy et ses compagnons au Comité central et au Bureau Politique, en confiant à Imre Nagy les rênes du gouvernement, les décisions prises en vue d'abattre la contre-révolution étaient vouées à l'échec. Avec Imre Nagy et Cie on vit apparaître dans la direction une deuxième force qui — s'appuyant sur ses alliés qui avaient noyauté l'armée et la police — paralysa complètement toute tentative des forces saines du parti en vue de défendre le pouvoir du prolétariat. Je ne citerai que quelques exemples:

Dès la nuit du 23 octobre, le Comité central prit la décision d'armer les ouvriers. Pour exécuter cette décision, on envoya une délégation au Ministère de la Défense nationale. Cependant, au Ministère, la délégation se heurta à un sabotage évident des hommes d'Imre Nagy et dût se retourner bredouille. Le couvre-feu était la condition nécessaire de la liquidation des troupes armées contre-révolutionnaires. Or, le 25 octobre, Imre Nagy ordonna arbitrairement de lever le couvre-feu. C'est à juste titre que le 26 octobre, lors de la réunion du Comité central, le camarade Apró déclara à ce propos qu'une trahison était en train de s'accomplir et que les traîtres siégeaient au Centre même du parti, rue Akadémia.

Les plans militaires établis pour la liquidation du centre contre-révolutionnaire du passage Corvin avaient été d'abord approuvés par Imre Nagy. Cependant, le 28 octobre, à cinq

heures et demie du matin, soit une demi-heure avant l'heure prévue pour déclencher l'attaque, — il annonça au camarade Apró sa décision de donner sa démission, si l'attaque est déclenchée. Dans ces conditions, il n'y a pas eu d'attaque. Il est évidemment facile de se montrer intelligent après coup, mais il faut pourtant dire qu'au lieu d'accepter la politique de capitulation, il aurait fallu et de toute urgence, accepter la démission d'Imre Nagy.

Dès le premier instant de l'insurrection, Imre Nagy fit, pour ainsi dire, juste le contraire de ce qu'un véritable communiste aurait dû faire à sa place. Il défendit et arma les contre-révolutionnaires, contre les troupes hongroises fidèles au gouvernement et les troupes soviétiques qui apportaient une aide fraternelle. Avec ses compagnons, il sabota, de l'intérieur, la liquidation de la contre-révolution. Tout en ayant acquis un rôle décisif dans la direction du parti et du gouvernement, le groupe d'Imre Nagy était en relations étroites avec les contre-révolutionnaires armés et leur faisaient ouvertement des concessions. Il était en collusion avec les traîtres qui dirigeaient la police et l'armée, avec Maléter, Kopácsy, Béla Király et consorts. Il conduisit en secret des négociations avec un chef de bande contre-révolutionnaire comme József Dudás. En un mot: il servait de paravent à la contre-révolution, et s'allia à elle, c'est-à-dire il devint un traître.

Déjà à la réunion du 26 octobre du Comité central, le groupe Nagy—Losonczy exigea que le parti reconnaisse la contre-révolution comme un „grand mouvement démocratique national”. Cette tentative échoua ce jour-là. Cependant les éditoriaux du Szabad Nép, organe central du parti, des 28 et 29 octobre, poignardant dans le dos le Comité central, exaltaient la contre-révolution et comparaient ceux qui y participaient aux héros de mars 1848. Cet article eut un effet catastrophique sur les forces armées fidèles au pouvoir populaire qu'il qualifiait de forces contre-révolutionnaires. Cet éditorial du Szabad Nép était le préambule de la session du 28 octobre du Comité central, qui sur l'initiative et sur la pression du groupe Imre Nagy—Losonczy adopta une résolution qui constituait une capitulation idéologique et politique devant la contre-révolution. Vint ensuite le programme gouvernemental d'Imre Nagy qui annonçait la satisfaction donnée aux revendications immédiates de la contre-révolution: la dissolution des organes et troupes de la Sûreté qui défendaient fidèlement le pouvoir popu-

laire, ainsi que le retrait des troupes soviétiques sur leurs bases. Dans sa déclaration radiodiffusée, Imre Nagy prit la défense de la contre-révolution. „Le gouvernement condamne les vues selon lesquelles le puissant mouvement populaire qui existe actuellement serait de la contre-révolution. Ce mouvement s'est fixé pour objectif d'assurer notre indépendance nationale” — a-t-il déclaré.

En même temps, le gouvernement ordonna le cessez-le-feu que les contre-révolutionnaires n'avaient pas la moindre intention de respecter. Ceux-ci occupaient et saccageaient les uns après les autres les locaux du parti, et le 30 octobre, appuyés par l'artillerie, ils dirigèrent une attaque concentrée contre le siège du Comité de Budapest du Parti. Imre Nagy décréta l'organisation d'une „nouvelle force publique”, avec la participation des contre-révolutionnaires armés qui, de cette façon, avaient la possibilité de massacrer „légalement” les communistes. La plupart des étudiants qui avaient été armés et avaient participé aux combats, dans les premiers jours, avaient déposé les armes entre le 25 et le 27 octobre, mais leurs places furent rapidement occupées par les masses mobilisées des classes capitalistes déchus et de leur escorte petite-bourgeoise, ainsi que, de plus en plus, des criminels relâchés des prisons et d'autres éléments déclassés. En même temps, le 28 octobre, sur la demande du gouvernement, le retrait des troupes soviétiques du territoire de Budapest fut amorcé.

Le 28 octobre, les illusions envers le groupe Imre Nagy finirent par prévaloir dans la direction du parti et au gouvernement Nagy; les éléments ayant capitulé devant la contre-révolution prirent en mains la direction et les forces révolutionnaires se désorganisèrent complètement. Deux jours plus tard, au lieu de mobiliser les forces du parti, on réalisa sa dissolution. Alors que les partis de la restauration bourgeoise se présentaient par dizaines dans l'arène politique, le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, sous la direction de laquelle nous avons assuré le triomphe de la révolution socialiste, fut dissous et tous ses comités, toutes ses organisations qui attendaient des instructions pour le combat et qui voulaient lutter, furent déclarés dissous. Cela non plus, on ne peut pas l'apprécier autrement que comme une capitulation devant la contre-révolution.

La résolution sur la constitution du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois fut rendue publique en même temps que la dissolution

du Parti des Travailleurs Hongrois. Mais la question de savoir qui allaient constituer le PSOH et par conséquent quel sera son caractère, restait ouverte.

La dissolution du Parti des Travailleurs Hongrois avait été décidée et exécutée par le groupe d'Imre Nagy; ce même groupe voulait, en fondant le PSOH, constituer un parti révisionniste. A certains endroits, leurs groupes avaient commencé, avant même la dissolution du Parti des Travailleurs Hongrois, la mise sur pied d'un „Parti Communiste National” et n'abandonnèrent ce travail qu'après la dissolution du Parti des Travailleurs Hongrois, espérant sans doute que le PSOH serait de toute façon un parti „communiste national”. Avant le 4 novembre, la question de savoir si le PSOH serait un parti marxiste-léniniste ou un parti révisionniste n'était pas encore tranchée. Cependant, le rapport des forces était indiqué par la composition de la première direction du parti; à l'exception du camarade Kádár, elle ne comprenait que des membres du groupe Imre Nagy.

Deux jours plus tard, le 2 novembre, le gouvernement qui, à la suite de plusieurs remaniements, avait glissé de plus en plus à droite, fut réorganisé. Dans cette dernière formation, il n'y avait plus un seul communiste. Le nom du camarade Kádár y figurait encore, mais celui-ci avait déjà quitté le Parlement avec le camarade Münnich et se mit à organiser le gouvernement révolutionnaire ouvrier-paysan. Le gouvernement du 2 novembre comptait trois pseudo-communistes révisionnistes: Imre Nagy, président du Conseil, Losonczy, ministre d'Etat et Maléter, ministre de la Défense nationale. Les huit autres ministres étaient des petits-propriétaires (Tildy, Béla Kovács, B. Szabó), des sociaux-démocrates de droite (Kéthly, Kelemen, Fischer) et d'ex-membres de la droite du parti paysan (Bibó, Farkas).

A cette époque, alors que se formaient par dizaines les différents partis et groupuscules bourgeois, le Parti Social-démocrate (avec une direction entièrement droitière) et le Parti Indépendant des Petits Propriétaires s'étaient reconstitués, le Parti de la Vie Hongroise et le trop fameux Parti Populaire Démocratique de Barankovits et d'autres partis fascistes réapparurent. Tous ces partis-là étaient sans exception les partis de la restauration bourgeoise, ils s'unirent dans la lutte pour le renversement de la dictature du prolétariat et commencèrent à se disputer le butin qu'ils croyaient tenir.

Les sociaux-démocrates de droite demandaient que l'on règle le compte des dirigeants communistes apportant ainsi leurs oboles à l'oeuvre de la sanglante terreur blanche. Le trop fameux „Parti Populaire Démocratique”, déclama la diminution du secteur nationalisé et le paiement d'indemnités aux expropriétaires des usines et des terres. Le groupe contre-révolutionnaire qui portait le nom de Parti Révolutionnaire de la Jeunesse Hongroise exigea que Mindszenty soit président du Conseil. Les autres partis avaient des revendications analogues.

Pour se concilier les bonnes grâces de ces partis et sur leur demande, Imre Nagy s'empressa de les faire bénéficier des fonds du Parti des Travailleurs Hongrois. Au cours de sa réunion du 2 novembre, le gouvernement décida de „s'approprier le fonds financier du Parti des Travailleurs Hongrois déposé à la Banque Nationale et de le répartir entre les partis de la coalition, aujourd'hui même.” On remit au cercle Petöfi l'imprimerie et la maison d'édition du Parti, alors qu'Imre Nagy assura immédiatement imprimerie, journal et maison d'édition au Parti Social-démocrate de droite.

Bien entendu, dans certaines conditions, l'édification du socialisme est possible dans le système à plusieurs partis. C'est ce que montrent les exemples chinois et polonais. Cependant, chez nous, le système à plusieurs partis était réclamé et réalisé à une époque où la démocratie populaire était l'objet d'une agression contre-révolutionnaire, où la contre-révolution faisait régner un climat de pogrom dirigé contre le parti communiste; on exigeait le système à plusieurs partis, car cela faisait partie de l'agression contre-révolutionnaire. C'est dans ces conditions et avec cet objectif que furent constitués, après le 23 octobre, les partis bourgeois, autorisés sans la moindre restriction par Imre Nagy, préparant ainsi le chemin d'abord à la relégation et ensuite à l'anéantissement du parti communiste.

La contre-révolution s'attaqua également à l'Assemblée nationale de la démocratie populaire dont elle exigea la dissolution. C'est pourquoi elle réclamait des „élections libres” et surtout des élections „sous le contrôle de l'O. N. U.” c'est-à-dire des impérialistes occidentaux, revendication que le groupe Imre Nagy—Losonczy accepta aussitôt. Bien entendu, là non plus, il ne s'agissait pas d'„extension de la démocratie socialiste”, mais au contraire de liquider complètement cette démocratie et en instaurer une qui, après le putsch armé, aurait prêté un cadre „parlementaire” et „légal” à la liquidation de la dictature du

prolétariat et au rétablissement du capitalisme. Il s'agissait donc d'une „démocratie” qui puisse rétablir la dictature de la bourgeoisie. Car croit-on vraiment que l'on puisse édifier le socialisme sous la direction d'une Assemblée nationale dans laquelle un Parti des Petits Propriétaires réactionnaire, un Parti Chrétien d'un Mindszenty encore plus réactionnaire et un Parti Social-démocrate violemment anti-communiste détiennent la majorité? Ou croit-on qu'alors que le pouvoir passe aux mains des tenants de la restauration bourgeoise, et que le parti de la classe ouvrière est dissous, un Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, aux prises à la confusion idéologique, sous la direction ou avec la coopération d'éléments appartenant au groupe d'Imre Nagy, s'organisant dans l'illégalité au milieu de la terreur blanche, ait pu remporter les nouvelles élections? C'est là, évidemment une absurdité que personne n'ose affirmer.

Après que la contre-révolution se fut assurée une influence décisive dans le gouvernement et dans la direction des forces armées, après que le pouvoir local fut pris en mains par des comités „nationaux” et par des conseils „révolutionnaires” contre-révolutionnaires, on commença à procéder à l'arrestation massive des communistes. Le 3 novembre, il y avait à Budapest plus de 1400 communistes arrêtés, en province, leur nombre était encore plus élevé. L'exécution de beaucoup d'entre eux était prévue pour les 5 et 6 novembre, à Budapest et en province. Le 6, on voulait organiser sur le Champ du Sang, de grandes funérailles de caractère provocatif en l'honneur des insurgés tombés au cours des combats et exécuter ensuite plusieurs milliers de communistes qui n'étaient pas encore arrêtés, mais dont la liste était déjà établie. Des massacres analogues étaient préparés dans les villes de province et dans plusieurs villages. C'est dans ces circonstances que, dans l'après-midi du 30 octobre, du haut d'un balcon du Parlement, Imre Nagy proféra ce terrible mensonge: „Nous vivons actuellement les premiers jours de notre liberté et de notre indépendance.” En réalité, nous vivions alors les premiers jours du renversement du pouvoir prolétarien et de la perte de l'indépendance nationale!

La situation évoluait de telle façon que la liquidation de la dictature du prolétariat ne devait pas tarder à être accomplie et le fascisme allait prendre le pouvoir. Seul le fascisme et non pas la démocratie bourgeoise peut succéder à la dictature du prolétariat, surtout en Hongrie, où la démocratie bourgeoise n'a même pas de traditions historiques. Après ce changement

survenu dans le caractère du pouvoir, la liquidation des bases économiques du socialisme et le rétablissement graduel du système économique capitaliste n'étaient plus qu'une question de temps.

Voyons ce qu'en pensait un autre traître, homonyme d'Imre Nagy, M. Ferenc Nagy? „Dans les circonstances données — déclara-t-il le 2 novembre au journal U. S. News and World Report — c'est la personne la plus indiquée (il s'agit, d'Imre Nagy). Il rend de bons services à la Hongrie durant cette période transitoire, tant que la question hongroise n'est pas *définitivement résolue*... Si les autres partis reprennent leur place au gouvernement, la direction reste au début entre les mains des communistes. Petit à petit, cependant, elle pourra passer entre des mains démocratiques.”

„Il est certain que Nagy a encore un rôle à jouer et c'est pour accomplir ce rôle que les non-communistes du gouvernement lui ont donné mandat. Il est plus indiqué qu'eux pour négocier avec les Russes et pour obtenir leur départ.” (L'Aurore, 2 novembre.)

Les impérialistes occidentaux savaient parfaitement que tant que les troupes soviétiques stationnaient sur le territoire de la Hongrie, la contre-révolution ne pourrait guère triompher.

C'est pourquoi, sur les instances des impérialistes, Imre Nagy exigea le retrait immédiat des troupes soviétiques qui défendaient la démocratie populaire et l'intervention des troupes de l'ONU. C'est pourquoi le gouvernement d'Imre Nagy déclara, sans en avoir le droit, que notre pays quittait le traité de Varsovie et se proclamait „neutre”. Le traité de Varsovie est l'alliance auto-défensive des pays socialistes contre toute agression impérialiste, la dénonciation de ce pacte — c'est-à-dire la rupture avec le camp du socialisme — aurait livré notre pays aux impérialistes et leur aurait permis d'intervenir par les armes dans nos affaires, au moment qui leur semble opportun et de transformer notre pays en un foyer de la nouvelle guerre mondiale. D'ailleurs, les contre-révolutionnaires avec le groupe Imre Nagy—Losonczy sollicitaient cette intervention.

C'est une honte ineffaçable qu'en ces jours où la contre-révolution massacrait avec une férocité bestiale des camarades comme Imre Mező, József Kalamár, Kálmán Turner et János Asztalos, où Mindszenty, le duc Eszterházy, le comte Takách-Tolvaj et d'autres représentants de l'ancien régime étaient prêts à bondir pour mettre à nouveau sur la gorge du peuple travailleur hongrois le coutelas des seigneurs exploités du

peuple, où un gouvernement contre-révolutionnaire de province était déjà constitué à Győr pour ouvrir la voie aux forces armées des fascistes horthystes qui affluaient d'Autriche, et pour occuper avec eux le pays, ou tout au moins la Transdanubie, prêt à diviser le pays en deux, sur l'ordre des Occidentaux, qu'en ces jours, dis-je, il y ait eu au parti des traîtres qui assumaient le rôle le plus ignoble.

Le conseil de cabinet du 2 novembre a décidé d'envoyer deux délégations gouvernementales à l'étranger. La première, conduite par Imre Nagy devait se rendre à Londres et à New York, afin de demander l'aide des puissances occidentales et de l'O. N. U. pour l'oppression du peuple travailleur hongrois, la seconde, conduite par Géza Losonczy, devait aller à Varsovie afin d'y dénoncer arbitrairement le traité de Varsovie et d'exiger le retrait définitif des troupes soviétiques. L'appel du 4 novembre à la lutte contre les forces armées soviétiques n'était que la suite et le couronnement de la politique de haute trahison du gouvernement d'Imre Nagy.

Comme nous le voyons, Imre Nagy et son groupe s'étaient dégradés d'opportunistes en révisionnistes, en rénégats, en traîtres et en contre-révolutionnaires. Ils avaient, pendant longtemps, d'une façon consciente et systématique, mené un travail de sape contre le parti, contre les organisations et les institutions de la dictature du prolétariat et contre le crédit de l'idéologie socialiste. En 1956, ils ont sciemment et systématiquement préparé le renversement du régime de la dictature du prolétariat. Ils ont organisé une armée politique, élaboré, en accord avec les impérialistes occidentaux et les forces contre-révolutionnaires de l'intérieur, la stratégie et la tactique du renversement du régime, lancé campagne sur campagne contre le parti, le régime de démocratie populaire. En été 1956, ils sont passés à l'organisation des manifestations politiques de masse, puis, le 23 octobre, ils se lancèrent à l'assaut du pouvoir. Imre Nagy se faisait passer pour communiste, c'est pourquoi il a pu, dans la nuit du 23 au 24 octobre, être élu à la tête du gouvernement. Au début, il vota la demande d'intervention adressée aux troupes soviétiques et la loi martiale, puis, dès que son pouvoir s'est provisoirement consolidé, il fit exactement le contraire. Il cherchait donc sciemment à s'emparer du pouvoir afin de trahir la dictature du prolétariat une fois qu'il le détient.

Il n'est pas vrai qu'Imre Nagy et ses compagnons aient été „poussés”, „précipités”, par les événements pour en arriver à la

contre-révolution, C'est sciemment et systématiquement qu'ils visaient à renverser la dictature du prolétariat afin d'instaurer un régime de démocratie bourgeoise quelconque. C'est là également la trahison du pouvoir du prolétariat, c'est là également de la contre-révolution. En outre, une telle solution n'était pas possible, car l'histoire de la Hongrie a déjà prouvé une fois qu'au renversement de la dictature du prolétariat ne peut succéder qu'une dictature fasciste dans ce pays. Dans les premiers jours de novembre, les événements l'ont montré une fois de plus, avec éclat. Imre Nagy et Cie ont assumé la défense de la dictature bourgeoise en voie de formation, ils ont demandé l'aide de l'ONU contre la dictature du prolétariat, contre l'Union Soviétique. Ils auraient accepté toutes les missions jusqu'au jour où la contre-révolution fasciste les eût écartés à leur tour. Si les événements ont pris une autre tournure et les projets de la contre-révolution ont échoué, ce n'était pas grâce à eux, mais grâce à la formation du gouvernement révolutionnaire ouvrier-paysan et à l'aide fraternelle de l'Union Soviétique.

Nous devons répondre aussi à la question de savoir qui avaient participé à la contre-révolution? Cette question est fort débattue.

Dès l'époque de l'insurrection armée, la contre-révolution et l'impérialisme occidental répandirent d'ignobles calomnies contre la classe ouvrière hongroise, contre la paysannerie travailleuse et contre l'ensemble des intellectuels de mentalité démocratique. Ils prétendaient qu'en octobre „tout le peuple hongrois” s'était levé, armes à la main, contre le parti et le gouvernement, contre le pouvoir d'Etat populaire et contre la dictature du prolétariat, et on a même affirmé que la classe ouvrière, les ouvriers de Budapest étaient à la tête de l'assaut contre la dictature du prolétariat. C'est là une grossière calomnie contre la classe ouvrière hongroise engagée dans l'édification du socialisme. Certes, l'histoire des combats révolutionnaires comporte des exemples classiques montrant qu'une partie considérable des masses populaires troublées par l'agitation contre-révolutionnaire peut devenir l'instrument de ses propres oppresseurs, et contribue à conserver ou à restaurer leur pouvoir. Chez nous aussi, *une partie* des ouvriers troublés par l'agitation contre-révolutionnaire a pu subir l'influence de la politique de la contre-révolution. Cependant, ni les forces essentielles de la classe ouvrière, ni celles de la paysannerie n'avaient participé aux luttes armées contre-révolutionnaires.

Elles ne combattaient pas activement, car elles manquaient de claires instructions de combat, de force dirigeante et mobilisatrice et parce que le parti était paralysé par la trahison. Politiquement troublées et démoralisées, et faute de claires instructions de combat, les masses essentielles de la classe ouvrière et de la petite paysannerie gardaient une attitude passive, et mêmes les éléments les plus évolués ne pouvaient livrer que des combats d'intérêt local; ils le firent d'ailleurs en de nombreux endroits, avec courage et efficacité. La vérité c'est que les masses essentielles de la classe ouvrière et de la paysannerie hongroises sont étrangères aux crimes commis en octobre par les bandits contre-révolutionnaires, par les cambrioleurs, les assassins et les voleurs.

En ces jours difficiles d'octobre, la classe ouvrière, hélas! n'était pas armée. Les éléments contre-révolutionnaires et traîtres de l'armée et de la police avaient veillé à ce que les armes ne parviennent pas entre les mains des ouvriers d'industrie. La vérité, c'est qu'une partie considérable des ouvriers d'industrie voulait se battre pour défendre le pouvoir populaire, mais ils étaient sans armes, car les traîtres avaient remis les armes à l'ennemi. Et nous sommes convaincus que si le 23 octobre, nous avions réussi à armer seulement quelques milliers d'ouvriers de grande industrie, ceux-ci auraient nettoyé en un clin d'oeil les rues de Budapest des bandits contre-révolutionnaires, avec leurs journalistes et reporters américains.

Nous estimons que, contre les calomnies de la contre-révolution, il nous faut rendre justice à l'armée et à la police également. A l'époque de l'agression armée de la contre-révolution, ce n'étaient pas les officiers et les soldats de l'armée et de la police qui ont fait faillite, mais leur commandement. Ce n'est pas l'armée et la police qui ont trahi, mais les partisans et les complices d'Imre Nagy et Cie: les Pál Maléter, les Béla Király et les Sándor Kopácsy. Les unités de la force publique dont la direction était ferme, tenaient bon jusqu'au bout. Les simples soldats et policiers, les officiers fidèles à la démocratie populaire s'acquittèrent de leur mission dans l'honneur en ces jours difficiles, ils luttèrent et moururent les armes à la main, dans la lutte contre les forces de la contre-révolution. Cette lutte a maintenant de nouveaux martyrs communistes devant la mémoire desquels nous inclinons avec pitié le drapeau rouge de notre parti, pour la pureté duquel ils ont sacrifié ce qui leur était le plus cher: leur vie et leur sang.

Ainsi, la masse qui servait de Case à la contre-révolution était fournie non pas par les ouvriers d'industrie et la paysannerie, mais surtout par la petite-bourgeoisie et avant tout par la petite-bourgeoisie des villes, qui, au fur et à mesure que s'affaiblissait la dictature du prolétariat, se joignait à la contre-révolution. Certaines couches de la jeunesse — et surtout de la jeunesse estudiantine avaient aussi un rôle important dans les événements contre-révolutionnaires; ils n'avaient pas fait l'école de lutte par laquelle étaient passés les ouvriers plus âgés et plus expérimentés. Un rôle important était joué également par les éléments déclassés et par le „lumpen-prolétariat”, y compris les milliers de criminels de droit commun élargis des prisons. Cependant, l'anarchisme petit-bourgeois, les vues révisionnistes et, par là, l'idéologie bourgeoise avaient, comme nous l'avons dit, leur influence sur une partie considérable de la classe ouvrière. Il faut en chercher la raison, en dehors de la désagrégation de l'unité du parti et de l'affaiblissement très rapide du rôle dirigeant du parti, dans l'évolution des rapports de classe en Hongrie. Au cours des dernières années, la classe ouvrière était devenue assez hétérogène, par l'afflux d'éléments petits-bourgeois, paysans et déclassés. Entre 1949 et 1954, les industries de transformation et du bâtiment avaient besoin de 460.000 ouvriers. Pour les trouver, on intégra dans la production industrielle 200.000 paysans, 75.000 artisans et 110.000 personnes qui n'avaient pas travaillé auparavant. Seuls, 75.000 de ces nouveaux travailleurs venaient directement de la classe ouvrière.

Au début de 1954, les données de 93.000 ouvriers furent examinées et il apparut que 37,2% d'entre eux n'étaient pas encore des ouvriers en 1949.

Il ne faut pas perdre de vue non plus que, durant les 25 années de son règne, le fascisme hongrois avait constitué ses organisations politiques et militaires contre-révolutionnaires et mit tout en oeuvre pour intoxiquer les masses avec son idéologie réactionnaire et chauviniste. Tout cela n'a pas été sans effet.

En outre le peuple hongrois avait obtenu relativement facilement, par voie pacifique, le renversement du pouvoir des classes exploiteuses et la création du pouvoir de démocratie populaire. Ainsi, le gros des forces de la réaction hongroise ne fut pas anéanti dans le sens physique du mot, une partie d'entre eux s'enfuit du pays, mais la plupart d'entre eux se sont adaptés à la nouvelle situation et attendaient le moment opportun pour

chercher à rétablir leur ancien pouvoir, avec l'aide des impérialistes étrangers et avec la coopération des émigrés fascistes.

En examinant l'évolution de la démocratie populaire, nous ne pouvons oublier le fait que les anciens capitalistes et les autres éléments hostiles n'ont pu être isolés du peuple. Au contraire: ces vestiges de l'ennemi de classe se sont intégrés dans le peuple. Une grande partie d'entre eux devinrent, extérieurement, des „ouvriers” et répandaient autour d'eux une idéologie contre-révolutionnaire pour contaminer les véritables ouvriers. Fin octobre, c'étaient ces éléments-là qui élevaient la voix au nom des ouvriers et devinrent les porte-parole et les représentants des premiers conseils ouvriers d'entreprise et territoriaux. Tout cela, naturellement, n'a pas été sans influence sur l'attitude de la classe dirigeante de l'édification du socialisme.

III

Le 4 novembre, le gouvernement révolutionnaire ouvrier-paysan s'est constitué et c'est là un tournant important dans la vie de notre peuple. Les conditions étaient réunies pour que, surmontant enfin les tendances petites bourgeoises qui se manifestaient dans l'opportunisme de droite et dans le sectarisme de gauche, une tendance conséquente marxiste, exprimant fidèlement les intérêts du prolétariat, se fasse valoir dans le mouvement ouvrier révolutionnaire hongrois.

Avec l'aide amicale de l'armée soviétique, les forces révolutionnaires hongroises ont vaincu la contre-révolution qui, toutefois, livrait pendant longtemps des combats d'arrière-garde. Après l'écrasement de leur résistance armée, c'est la grève paralysant la force économique du pays qui resta pendant longtemps l'arme principale des contre-révolutionnaires. Pendant longtemps, les conseils ouvriers élus d'une façon antidémocratique à l'époque de la contre-révolution et composés la plupart du temps d'éléments anti-populaires et contre-révolutionnaires et surtout le Conseil Ouvrier Central de Budapest avaient réussi à empêcher les travailleurs de reprendre le travail. Il est vrai qu'ils devaient souvent recourir pour cela, à la menace armée et à la violence. La paralysie des transports provoquée pendant quelques semaines par l'agression des bandes armées, avait également un grand rôle. Le grève avait un caractère nettement politique; elle était dirigée contre le gouvernement ouvrier-

paysan et servait les forces contre-révolutionnaires. Le Conseil Ouvrier Central de Budapest exigeait que le gouvernement démissionne, que le traître à la classe ouvrière Imre Nagy redevenne président du Conseil, que les troupes soviétiques quittent immédiatement le pays et que des élections „libres” soient organisées. Avec tout cela, ils voulaient, au fond, que la contre-révolution règne de nouveau dans le pays, bien qu'ils cachassent perfidement leurs intentions devant les ouvriers et devant le peuple. Plus tard, ils voulaient „seulement” que les „conseils ouvriers” territoriaux et illégaux fussent reconnus par le gouvernement comme des organes du pouvoir d'État. Ils voulaient ainsi réaliser une sorte de „pouvoir double” dans le pays, espérant que les „conseils ouvriers” territoriaux réussiraient à arracher le pouvoir aux mains du gouvernement légal et rouvrir la voie aux forces, aux partis et aux détachements armés de la restauration bourgeoise, le tout, bien entendu, sous les mots d'ordre de la „démocratie”, du „système à plusieurs partis”, des „élections libres”, etc.

Cependant, s'appuyant sur les forces vraiment révolutionnaires et démocratiques de notre peuple, le gouvernement révolutionnaire ouvrier-paysan déjoua les unes après les autres ces tentatives de la contre-révolution. Il a obtenu la reprise du travail, dissout les „conseils ouvriers” territoriaux, constitua les forces armées du pouvoir ouvrier, assura l'ordre public et se mit à réparer les dégâts très importants causés par la contre-révolution et à balayer tous les vestiges de la contre-révolution. C'est avec une ténacité de fer et dans l'esprit du marxisme-léninisme que le gouvernement a accompli et continue à accomplir cette tâche. Il ne fait pas la moindre concession à la contre-révolution et à son allié, le révisionnisme, mais il veille aussi à ne pas retomber dans les anciennes fautes sectaires.

Le réaction hongroise et internationale parle beaucoup des „conquêtes” de l'insurrection d'octobre. De telles conquêtes seraient, d'après elle, la constitution des conseils ouvriers, la suppression des livraisons obligatoires, etc. Or, en réalité, tous ces changements étaient en préparation, sous des formes et dans des mesures différentes, et sans la contre-révolution, nous aurions pu les introduire d'une façon beaucoup plus juste et beaucoup plus réfléchie. D'ailleurs, étant données les circonstances, dans lesquelles ils étaient réalisés, une partie de ces changements était devenue, au début, l'instrument de la contre-révolution (par exemple les conseils ouvriers), et sans

la liquidation de la contre-révolution, ils seraient devenus de plus en plus l'instrument de la restauration capitaliste. C'est seulement par l'anéantissement conséquent des vestiges de la contre-révolution que nous pouvons obtenir que ces mesures exercent un effet positif sur la vie de notre peuple.

Non seulement l'insurrection contre-révolutionnaire n'a obtenu aucune „conquête”, mais encore elle a terriblement aggravé la situation économique, déjà rendue difficile par l'ancienne politique économique qui, à de nombreux égards, était défectueuse. Elle a fait régresser le processus de l'épanouissement multilatéral de la démocratie socialiste et a provoqué un bouleversement transitoire dans l'ensemble du mouvement révolutionnaire et ouvrier international.

Cependant, l'insurrection contre-révolutionnaire de Hongrie a des enseignements importants qui intéressent l'ensemble du mouvement ouvrier international. Si nous apprécions à leur juste valeur les événements qui se sont déroulés dans notre pays et si nous en tirons des conclusions justes, nous servirons effectivement la cause du mouvement révolutionnaire ouvrier et international. C'est dans ce sens, et uniquement dans ce sens-là que nous pouvons parler du caractère positif des événements d'octobre.

Parmi ces traits positifs, mentionnons que nous avons appris à nos propres dépens qu'il faut accroître la vigilance révolutionnaire et renforcer la dictature du prolétariat. A l'avenir, le peuple travailleur doit mieux se rendre compte que pour lui, il y a la démocratie et l'ennemi de classe devra sentir davantage que contre lui s'exerce la dictature. L'une des „conquêtes” d'octobre, c'est que nous avons appris que pour réaliser la dictature du prolétariat, il faut armer directement le prolétariat. Un nouveau trait de notre dictature du prolétariat, c'est que, à côté de la police et de l'armée, la classe ouvrière elle-même représente une force armée. Nous sommes persuadés que les milices ouvrières de Budapest ne savent pas seulement chanter la vieille chanson révolutionnaire: „Csepel-la-rouge, conduis le combat!”, mais sauront à l'avenir réprimer aussi sans merci toute tentative contre-révolutionnaire. L'armée et la police réorganisée et la milice ouvrière récemment mise sur pied constituent l'une des meilleures garanties pour qu'il n'y ait jamais plus de contre-révolution en Hongrie. Mais c'est là une conquête pour laquelle la contre-révolution ne nous est guère reconnaissante.

IV

La plus grande escroquerie de l'impérialisme international en vue de tromper et d'égarer les travailleurs réside dans le jugement porté sur le caractère des événements d'octobre. L'impérialisme prétendait que ce qui s'était passé en Hongrie, c'était une révolution, une lutte nationale pour la liberté. Or, les événements de Hongrie des mois d'octobre et de novembre constituent indiscutablement une contre-révolution. Non seulement et non pas en premier lieu à cause des actes de terrorisme, quoique le fait que la terreur était dirigée contre les communistes et les autres partisans conséquents de la démocratie populaire, et que le drapeau rouge, l'étoile rouge, les insignes du mouvement ouvrier international, étaient foulés aux pieds, ait indiqué à lui seul le caractère des événements et la tournure qu'ils allaient prendre. Mais ce qui est décisif, c'est le contenu de classe des événements. La révolution est une grande transformation sociale, préparée par le développement des forces productrices et au cours de laquelle la classe opprimée qui représente le progrès social, renverse le pouvoir de l'ancienne classe dirigeante, transforme radicalement les rapports de production et le régime social basé sur ces rapports. La révolution socialiste met le pouvoir entre les mains du prolétariat; la contre-révolution, elle, assure l'accès de la bourgeoisie au pouvoir. Or, en octobre dernier, c'est ce dernier processus qui s'est déroulé dans notre pays. Les membres des ex-classes dirigeantes, les anciens industriels, propriétaires terriens, banquiers, officiers, gendarmes, croix-fléchées et différents éléments douteux et aventuriers apparurent partout et, avec l'aide des traîtres révisionnistes, prirent, en de nombreux endroits, le pouvoir entre leurs mains.

Ceux qui veulent absoudre la contre-révolution ont accouché d'une „théorie” tirée par les cheveux, d'après laquelle l'insurrection armée d'octobre était, au fond, la seconde étape de la révolution socialiste qui se poursuit chez nous, une „révolution dans la révolution”, rendue nécessaire par le bureaucratisme de la direction de l'État et du parti, avant octobre. C'est aussi, quant à son essence, le point de vue du camarade Kardelj. Or, même avant octobre, il y avait, dans notre pays, un régime de démocratie populaire, qui est une forme particulière de la dictature du prolétariat, même si, en Hongrie, cette dictature du prolétariat s'était réellement déformée à

plusieurs égards. Cependant, on ne corrige pas les fautes avec l'insurrection armée, l'insurrection armée est, entre les mains d'une classe, un instrument de renverser la domination d'une autre classe et de s'emparer du pouvoir. L'insurrection armée dirigée contre la dictature du prolétariat ne peut être nécessairement autre chose qu'une contre-révolution, portée aux nues par l'ensemble de la réaction internationale. Les combats armés d'octobre, en Hongrie, n'étaient pas la „seconde étape” de la révolution socialiste, mais la première étape de la restauration bourgeoise.

Le fait que, pour masquer ses véritables objectifs, la contre-révolution ait avancé aussi des mots d'ordre „démocratiques” n'y change rien. Pour porter un jugement sur le caractère des événements il ne faut pas considérer les mots d'ordre, mais les actes de ceux qui y participent. L'insurrection armée ne voulait pas „démocratiser” le régime de démocratie populaire, mais le renverser, et le remplacer par un régime bourgeois.

Le journal français *Le Monde* que l'on ne peut guère accuser de sympathie envers les démocraties populaires, écrivit dans son article du 27 octobre: „Il devient de plus en plus évident que les insurgés ne luttent pas contre les méthodes de fonctionnement du régime, mais contre le régime lui-même.” Cependant, dans son numéro du 1^{er} novembre, il écrit, dans un compte-rendu daté du 31 octobre: „Quand le crépuscule enveloppé de la fumée des combats descendit sur Budapest, il était clair devant tous que la démocratie populaire hongroise n'existait plus.” S'il n'en était pas ainsi, ce n'était vraiment pas de leur faute.

La contre-révolution avançait aussi des mots d'ordre „nationaux”, mais les événements n'en prenaient nullement un caractère national. Dans les rapports entre notre pays et l'Union Soviétique la seule faute commise par l'URSS, c'était que certains spécialistes soviétiques avaient donné — à côté de nombreuses indications utiles — quelques conseils erronés que nous avons également acceptés. Des fautes plus graves avaient été commises par les organes de l'État et du parti hongrois qui souvent — malgré les avertissements des camarades soviétiques — copiaient sans discernement l'exemple soviétique et imitaient d'une façon servile les méthodes soviétiques, nées dans des conditions foncièrement différentes des nôtres. Malgré cela, les rapports qui étaient nés après la Libération entre notre pays et l'Union Soviétique étaient des rapports entre pays socia-

listes, des rapports qualitativement nouveaux; c'était l'une des sources et l'une des conditions des immenses résultats que nous avons obtenus dans l'édification du socialisme. Les accords économiques conclus avec l'Union Soviétique étaient très avantageux pour notre pays. La vérité c'est que l'Union Soviétique accorde aux pays de démocratie populaire et notamment à la Hongrie l'aide la plus large, même aux dépens de ses intérêts immédiats. Une nouvelle et éclatante preuve en a été donnée par l'aide fournie par l'Union Soviétique pour écraser la contre-révolution; des soldats soviétiques ont versé de nouveau leur sang pour la véritable liberté du peuple hongroise, ainsi que par l'importante aide économique que les accords conclus à l'issue des entretiens de Moscou nous assurent. Au lieu de les servir, les actes des contre-révolutionnaires ont trahi les véritables intérêts de la nation. En rompant avec le camp du socialisme et en s'appuyant sur les impérialistes, ils n'ont pas défendu, mais vendu la liberté et l'indépendance du pays. L'intervention de l'O. N. U. aurait mis notre pays — et pour longtemps — dans un état de dépendance vis-à-vis des impérialistes. Les revendications chauvines et territoriales formulées à l'égard des pays voisins, et exprimées avec de plus en plus de force au cours de la contre-révolution, menaçaient de faire éclater une guerre, chose qui n'était pas de l'intérêt du peuple hongrois, comme les combats armés auxquels de nombreux jeunes ont été entraînés pour lutter contre les véritables intérêts de sa nation, ne l'étaient pas non plus.

Bien avant les événements d'octobre, le groupe Imre Nagy — Losonczy avait tout mis en oeuvre pour faire oublier la grande idée de l'internationalisme prolétarien, pour affaiblir l'esprit de l'internationalisme prolétarien, pour relâcher nos liens avec les pays du camp socialiste et avant tout avec l'Union Soviétique et pour arracher, pour finir, notre pays au camp des peuples pacifiques, édifiant le socialisme. Les journées de la contre-révolution d'octobre ont montré où nous conduisait le détachement de nos amis, comme elles ont montré que de l'abandon de l'internationalisme prolétarien, le chemin mène directement à la restauration bourgeoise. Si la restauration bourgeoise n'a pourtant pas eu lieu, c'était uniquement parce que nos amis et nos frères, et avant tout l'Union Soviétique, ont, accomplissant leur devoir d'internationalistes, apporté leur aide aux forces révolutionnaires hongroises pour vaincre la contre-révolution.

Ainsi, l'aide armée des troupes soviétiques a, une fois de plus, sauvé l'indépendance nationale, la liberté de notre pays et le régime de démocratie populaire. L'aide armée fournie aux cours des journées de novembre équivalait à une seconde libération de notre pays. Il n'est donc pas étonnant que notre peuple porte une reconnaissance et une affection de plus en plus grande à l'égard de ceux qui, guidés par les grandes idées de l'internationalisme prolétarien, nous ont tendu un bras protecteur et n'ont pas permis que notre pays et notre peuple soient la proie de la contre-révolution.

Tout le camp mondial du socialisme s'est ébranlé pour venir en notre aide, de l'immense empire chinois de 660.000.000 d'habitants jusqu'à la petite Albanie d'un million et demi d'habitants. Se sont ébranlées les forces progressistes de la classe ouvrière dans le monde entier et tout homme progressiste à qui la cause de la liberté et de l'indépendance nationale est chère. Dans la question hongroise, l'internationalisme prolétarien a fait ses preuves, d'une façon brillante, comme cela ne s'était encore jamais produit au cours de l'histoire. Notre grande amie, l'Union Soviétique nous a défendus par les armes, l'ensemble du camp socialiste et de l'humanité progressiste nous soutenaient et étaient à nos côtés, c'est pourquoi nous avons vaincu.

L'aide de l'Union Soviétique et du camp du socialisme nous engage à renforcer dans notre parti et parmi les travailleurs l'idée de l'internationalisme prolétarien et de liquider au plus tôt les idées fausses répandues par Imre Nagy et son groupe. Nous devons faire comprendre à tout homme honnête que l'Union Soviétique n'avait jamais menacé l'indépendance d'autres peuples; elle était et elle reste, au contraire, le défenseur le plus ardent de l'indépendance des peuples menacés. Les exemples de l'histoire le prouvent. Avant la seconde guerre mondiale, seule l'Union Soviétique avait défendu l'indépendance de pays comme l'Autriche et la Tchécoslovaquie, menacés par les fascistes hitlériens. C'est la prise de position énergique de l'Union Soviétique qui a sauvé l'indépendance de l'Égypte. Notre pays a pu recouvrer son indépendance nationale et obtenir sa libération du joug fasciste, parce que l'Union Soviétique avait vaincu l'Allemagne hitlérienne. L'Union Soviétique, notre amie et notre compagnon d'aide ne constitue pas une entrave, mais le meilleur gage de notre indépendance nationale. L'aide militaire fournie au peuple hongrois par les troupes soviétiques était une prise de position des forces internationales du socia-

lisme contre la contre-révolution, forces dont les forces révolutionnaires du peuple hongrois font partie intégrante. L'armée soviétique et les forces rassemblées autour du gouvernement révolutionnaire ouvrier-paysan de Hongrie sont les deux détachements de forces unies, de nature identique. Celui qui qualifie d'intervention étrangère l'aide de l'Union Soviétique, rejette l'essence même de l'internationalisme prolétarien.

L'un des principaux enseignements des événements contre-révolutionnaires d'octobre, c'est qu'il faut renforcer l'unité du camp socialiste. Le membre le plus expérimenté, le plus prestigieux et le plus fort et, par conséquent, le dirigeant et le centre de ce camp est l'Union Soviétique, engagée dans l'édification de la société communiste. *Aussi, devons-nous entretenir et renforcer sans cesse l'amitié hungaro-soviétique.*

De même il faut élucider le problème du rapport entre l'internationalisme prolétarien et le vrai patriotisme. Dépositaire et continuateur des traditions de près de quarante ans de mouvement révolutionnaire communiste, le Parti Socialiste Ouvrier Hongrois suit les principes de l'internationalisme prolétarien, mais se proclame aussi patriote. Dans ce pays, comme dans d'autres, c'étaient les communistes qui ont le plus combattu pour les véritables intérêts de la patrie, pour son indépendance et pour sa prospérité. Il n'y a pas et il n'y a pas eu dans ce pays aucun parti ou groupe politique qui ait sacrifié autant de martyrs pour l'indépendance et la liberté du pays que le parti communiste. Cela aussi nous engage à renforcer dans notre peuple l'idée de l'internationalisme prolétarien qui est en accord parfait avec les idées du véritable patriotisme.

Le groupe Imre Nagy—Losonczy n'avait pas ouvertement déclaré qu'il voulait rompre avec le communisme, il avait dit qu'il voulait réaliser le communisme sous sa forme „nationale”. Mais le communisme „national” signifiait en réalité la rupture avec le camp socialiste, ce qui aurait permis aux impérialistes de subjuguier ce pays détaché et sans soutien et d'y restaurer le régime capitaliste. Les événements d'octobre ont prouvé que le communisme national n'était qu'une feuille de vigne qui cache la terreur contre-révolutionnaire, de même que vers 1933, le „national-socialisme” d'Hitler dissimulait pendant un certain temps le caractère essentiel du fascisme qui était en train de prendre le pouvoir. Le groupe Imre Nagy—Losonczy liait l'idée du „communisme national” à la recherche de la voie „spécifiquement hongroise” du socialisme, profitant des fautes de

l'ancienne direction du Parti des Travailleurs Hongrois, qui, faute de se livrer à une analyse de la réalité hongroise, appliquait souvent d'une façon mécanique et schématique les principes du marxisme-léninisme aux conditions de la Hongrie. Cependant de ce fait comme de nombreux autres, le groupe Imre Nagy—Losonczy avait forgé une arme contre-révolutionnaire.

Les traits fondamentaux de la théorie du marxisme-léninisme et de l'édification du socialisme sont valables d'une façon générale dans tous les pays, de même que le régime capitaliste a des caractéristiques générales dans tous les pays. Cependant, l'application de la théorie du marxisme-léninisme, l'édification du socialisme, se poursuit dans des conditions locales et nationales concrètes. Ces tâches générales de l'édification du socialisme, dans les conditions nationales concrètes doivent être réalisées d'une façon telle que, précisément parce qu'elles correspondent aux particularités concrètes nationales et locales, leur valeur générale continue à grandir et à se renforcer. Il faut que les particularités concrètes prouvent la valeur internationale générale des vérités fondamentales du marxisme-léninisme. Au contraire, le groupe d'Imre Nagy a insisté sur les particularités hongroises pour rejeter les expériences d'une valeur générale de la construction de la dictature du prolétariat. Chez nous, la revendication de la „voie spécifiquement hongroise” consistait avant tout à rejeter la dictature du prolétariat et à professer des vues antisoviétiques.

La contre-révolution de Hongrie a démasqué le caractère du révisionnisme antipopulaire et traître à la classe ouvrière. La pratique a montré où conduisait le „communisme national” d'Imre Nagy et consorts; la négation du rôle dirigeant du parti conduit à la liquidation du parti et de la dictature du prolétariat, la revendication de la démocratie abstraite à la restauration capitaliste, les attaques contre le centralisme démocratique à l'anarchie, la revendication de la „relève totale” au meurtre des communistes, les slogans nationalistes à la haute trahison.

Le parti tire les leçons des événements. Il est fermement décidé à ne pas permettre que les fautes se reproduisent et que la contre-révolution profitant de ces fautes puisse, de nouveau, prendre le dessus. Il est fermement résolu à créer dans ses rangs une unité reposant sur les bases théoriques du marxisme-léninisme et de n'admettre aucune fraction. Pour cela il est

indispensable que le parti respecte et fasse respecter scrupuleusement les normes léninistes de la vie du parti, qu'il renforce les liens qui l'unissent aux masses et que, tout en luttant sans merci contre le révisionnisme qui est le danger principal et contre le dogmatisme, il applique d'une façon conséquente et créatrice les enseignements du marxisme-léninisme. C'est là la seule garantie pour que le parti poursuive toujours une politique qui exprime exactement les besoins que l'évolution sociale a fait mûrir.

Pour terminer, je veux brièvement toucher deux questions.

La première: aux côtés de qui sont les masses hongroises, qui elles soutiennent? Il faut dire sincèrement que, après le 4 novembre, la juste politique du parti et du gouvernement ainsi que les efforts déployés dans ce sens n'auraient pas été suffisants pour consolider la situation, si les masses travailleuses ne les avaient pas suivis et soutenus. Au cours des six derniers mois le peuple travailleur lui-même s'est chargé de démentir les affirmations mensongères des impérialistes. Dans les journées difficiles, les travailleurs hongrois étaient de plus en plus non pas aux côtés des impérialistes, mais de ceux du pouvoir populaire, pour la création et pour la consolidation duquel ils avaient lutté avec persévérance pendant douze ans, malgré les fautes commises. — Au cours des derniers mois, notre classe ouvrière, notre paysannerie travailleuse et nos intellectuels progressistes ont prouvé par les actes, par leur travail créateur, et par leur résistance à la contre-révolution qu'en Hongrie le pouvoir populaire et le peuple travailleur ne font qu'un; qu'ils sont inséparables l'un de l'autre, qu'ils constituent une force solide, que la contre-révolution ne réussira jamais, par aucune manoeuvre à séparer l'un de l'autre, à opposer l'un à l'autre. La République Populaire Hongroise a survécu; la dictature du prolétariat hongrois vit et prospère, car la grande, l'écrasante majorité de notre peuple travailleur lui est de plus en plus inébranlablement fidèle.

L'autre question est la suivante:

Depuis plus de cent ans, la réaction internationale bavarde sur la faillite de l'idéologie marxiste. Il n'y a pas manqué cette fois-ci non plus. Cependant, les événements contre-révolutionnaires d'octobre et de novembre montrent non pas la faillite du marxisme-léninisme et le manque de vitalité de la société socialiste, comme s'efforcent de le prouver certains théoriciens

bourgeois, porte-parole de l'impérialisme. Au contraire: ils prouvent la grande importance de la lutte implacable contre la politique traîtresse des critiques, des révisionnistes frais émoulus, qui brandissent l'étandard de la „guerre contre le stalinisme”, ils prouvent la vérité et la force vitale du marxisme-léninisme créateur qui se développe avec le progrès social. A la lumière des événements de Hongrie, les enseignements du marxisme-léninisme sur la dictature du prolétariat, sur le rôle dirigeant du parti révolutionnaire prolétarien, sur l'internationalisme prolétarien se sont confirmés avec éclat. Il a été prouvé une fois de plus que le socialisme ne peut être édifié que sous la direction du parti et de la classe ouvrière au pouvoir, en s'appuyant sur la solidarité internationale de la classe ouvrière. Si nous édifions le socialisme de cette façon, notre pouvoir populaire et notre régime socialiste seront inébranlables.